

Barrage contre l'extrême droite : la hiérarchie catholique aux abonnés absents

PAR LUCIE DELAPORTE

ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 23 AVRIL 2022



© Montage Sébastien Calvet/Mediapart

Une partie des catholiques s'émeut de la position ambiguë de la Conférence des évêques qui refuse de prendre position pour le second tour de l'élection présidentielle.

Alors que l'extrême droite n'a jamais été aussi proche de l'Élysée, la hiérarchie catholique est le seul des principaux cultes à ne pas avoir appelé à lui faire barrage. Depuis le premier tour, les représentants de la communauté musulmane (le Conseil des mosquées de France, la Grande Mosquée de Paris ou le Rassemblement des musulmans de France, etc.) comme ceux de la communauté juive (le Grand rabbin de France, le consistoire) se sont tous clairement prononcés pour inviter leurs fidèles à empêcher l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen.

Chez les catholiques, silence radio ou presque.

Le 13 avril, au lendemain du premier tour donnant une nouvelle fois l'extrême droite au second tour, la Conférence des évêques (CEF) a publié **un très court communiqué** pour ne quasiment rien dire. *«Les évêques du Conseil Permanent rappellent aux catholiques l'importance de voter et de le faire en conscience, à la lumière de l'Évangile et de la doctrine sociale de l'Église»*, avance pour commencer le texte qui indique vouloir s'adresser *«à l'intelligence, à la conscience et à la liberté de chacun»*.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

La Conférence des évêques renvoie pour le reste au texte déjà passablement insipide publié au début de l'année – *«L'Espérance ne déçoit pas»* – et qui

semblait vouloir ménager toutes les sensibilités du catholicisme, y compris celle de plus en plus affirmée du catholicisme identitaire.

Interrogé sur RTL, M^{gr} Matthieu Rougé, évêque de Nanterre et porte-parole de la CEF, a expliqué ne pas vouloir *«confessionnaliser le vote. Nous croyons que chaque citoyen peut se déterminer de manière ajustée»*.

Dans le monde catholique, l'émotion le dispute à la colère depuis quelques jours.

La Croix, principal journal catholique, a en tout cas fait son choix. *«La menace historique que ferait peser une élection de Marine Le Pen conduit La Croix à apporter son soutien à Emmanuel Macron en vue du second tour de la présidentielle»*, assure le journal **dans un éditorial à la tonalité grave**.

Rappelant que des catholiques pouvaient avoir été meurtris par les choix bioéthiques de Macron (allongement du délai pour une IVG, extension de la PMA), le quotidien affirme pourtant que *«situer la réflexion sur ce seul plan conduit à s'aveugler sur d'autres points essentiels. Marine Le Pen est une candidate d'extrême droite. Son programme comporte le risque d'atteintes irrémédiables à l'équilibre des pouvoirs, à la liberté religieuse et aux principes élémentaires de solidarité envers les plus démunis, à commencer par les migrants qui fuient la guerre ou la misère»*.

S'appuyant sur une enquête du quotidien, montrant un survote catholique pour l'extrême droite, alors que jusqu'ici la pratique du catholicisme «protégeait» de ce vote, le père Delorme, très engagé auprès des migrants, s'est aussi fendu **d'une tribune dans Le Monde** en forme de cri d'alarme.

Cette évolution est *«un échec considérable pour l'Église et pour le christianisme en général»*, affirme-t-il, fustigeant aussi une instrumentalisation du catholicisme par l'extrême droite. *«Face à des mouvements migratoires qui appartiennent à l'histoire naturelle du monde [...], une partie de l'extrême droite en appelle, manifestement avec succès, à une sorte de “contre-offensive” chrétienne»*.

[...] *Il s'agit d'un christianisme transformé en idéologie de haine. D'un christianisme de l'exclusion de l'autre. Autrement dit: d'un christianisme perversi, d'une hérésie contemporaine.»*

Avant de conclure par un appel dont il sait qu'il avait peu de chance d'être entendu: *«Il faut que les évêques de France, au moins les plus courageux d'entre eux, sachent dire: "Aucune voix chrétienne ne doit aller, dimanche 24avril 2022, à l'extrême droite!"»*

Un collectif de figures catholiques – pour l'essentiel des laïcs –, parmi lesquelles l'écrivaine Sylvie Germain ou le sociologue des religions Jean-Louis Schlegel, a aussi signé **une grande tribune dans *La***

Croix le 19avril pour appeler à voter Macron contre Le Pen: *«Le "renvoi des étrangers", la désignation de boucs émissaires et le repli sur soi sont des réponses inacceptables pour la foi chrétienne; ce sont des réponses simplistes à des questions de société complexes, instrumentalisées par Marine Le Pen.»*

Pourtant le catholicisme identitaire, que l'historien Philippe Portier désigne aussi comme un *«populisme religieux»*, est bien en train de s'enraciner en France, en se nourrissant du rejet des musulmans comme des étrangers. De quoi expliquer, peut-être, la grande prudence de la Conférence des évêques soucieuse de ne s'aliéner aucun fidèle à l'heure où les églises se vident.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.